

Exécution budgétaire de l'Arabie saoudite au 2^{ème} trimestre 2021

Au 2^{ème} trimestre 2021, les recettes budgétaires ont atteint 66 Mds USD, soit un total cumulé pour le 1^{er} semestre 2021 de 121 Mds USD, représentant 53% du total des revenus prévus au budget 2021 (226 Mds USD). Les recettes du 2^{ème} trimestre 2021 ont enregistré une hausse spectaculaire de +85% par rapport au 2^{ème} trimestre 2020 (36 Mds USD). Les revenus pétroliers (35 Mds USD) ont augmenté de +38%, représentant 53% du total des recettes. Les revenus non pétroliers se sont élevés à 31 Mds USD, contre 10 Mds USD au 2^{ème} trimestre 2020. Au 2^{ème} trimestre 2021, les dépenses se sont élevées à 67 Mds USD, contre 65 Mds USD à la même période de 2020, soit une augmentation de 4%. En cumulé sur le 1^{er} semestre 2021, les dépenses s'élèvent à 124 Mds USD, soit 47% des dépenses programmées au budget 2021 (264 Mds USD). Le déficit budgétaire du 2^{ème} trimestre 2021 s'est élevé à 1,2 Md USD, contre 29 Mds USD sur la même période en 2020. En cumulé au 1^{er} semestre 2021, le déficit a atteint 3 Mds USD contre 38 Mds USD sur la même période en 2020.

1. Hausse spectaculaire des recettes de 85% liée à l'augmentation des revenus non pétroliers et à la forte remontée des cours du baril au 2^{ème} trimestre 2021

Au 2^{ème} trimestre 2021, les recettes ont atteint 66 Mds USD, soit un total cumulé pour le 1^{er} semestre 2021 de 121 Mds USD, représentant 53% du total des revenus prévus au budget 2021 (226 Mds USD). Les recettes du 2^{ème} trimestre 2021 ont enregistré une hausse spectaculaire (+85%) par rapport au 2^{ème} trimestre 2020 (36 Mds USD).

Les recettes pétrolières ont progressé de +38%, passant de 26 Mds USD au 2^{ème} trimestre 2020 à 35 Mds USD au 2^{ème} trimestre 2021. Cette augmentation résulte de deux facteurs : les cours du pétrole avaient fortement chuté en avril 2020 et ont enregistré une progression continue au 1^{er} semestre 2021.

Les recettes non pétrolières se sont élevées à 31 Mds USD au 2^{ème} trimestre 2021, en augmentation de 303% par rapport au 2^{ème} trimestre 2020 (10 Mds USD). Elles sont composées d'impôts et taxes pour 85%, soit 40% du total des recettes budgétaires du second trimestre 2021. Les revenus de la TVA et des droits d'accise ont bondi de 3 Mds USD à 18 Mds USD, résultat de l'augmentation du taux de la TVA, de 5% à 15%, intervenue au 1^{er} juillet 2020.

La part des recettes pétrolières dans le total des revenus a ainsi fortement diminué, passant de 71% au 2^{ème} trimestre 2020 à 53% en 2021,

En cumulé sur le 1^{er} semestre 2021, les recettes ont atteint 121 Mds USD, soit une hausse de 38% par rapport à la même période en 2020 (87 Mds USD de recettes). Elles ont représenté 53% du total des revenus prévus au budget 2021 (226 Mds USD). Les recettes pétrolières ont progressé de +11%, atteignant 66 Mds USD et les revenus non pétroliers se sont élevés à 55 Mds USD contre 27 Mds USD au 1^{er} semestre 2020. La part des recettes pétrolières a ainsi diminué de 69% à 55% entre 2020 et 2021, illustrant la moindre dépendance du budget saoudien aux revenus pétroliers.

2. Augmentation des dépenses de 4% malgré de la forte baisse des postes investissements et des subventions

Au 2^{ème} trimestre 2021, les dépenses se sont élevées à 67 Mds USD, contre 65 Mds USD sur la même période en 2020, soit une hausse de 4%.

Les dépenses de fonctionnement (hors investissements) ont augmenté de 8%, passant de 57 Mds USD à 62 Mds USD. Ces dépenses ont représenté 91% du total. Les principaux postes de dépenses ont été, par ordre décroissant :

- les rémunérations de la fonction publique, représentant 49% du total des dépenses, en baisse de 2% par rapport au 2^{ème} trimestre 2020,
- les achats de biens et services (18% des dépenses), en hausse de 30%,
- les transferts sociaux au bénéfice des foyers modestes (12% des dépenses), en augmentation de 100%

Les dépenses d'investissement, programmées à 27 Mds USD pour l'ensemble de l'année 2021 (10% du total des dépenses), se sont élevées à 6 Mds USD au 2^{ème} trimestre 2021, représentant 9% du total des dépenses. Ce poste a enregistré une baisse de -25% par rapport à la même période en 2020 (8 Mds USD).

En cumulé sur le 1^{er} semestre, les dépenses les dépenses s'élèvent à 124 Mds USD, soit 47% des dépenses programmées au budget 2021 (264 Mds USD). Ces dépenses sont en baisse de 1% par rapport à la même période en 2020. Les rémunérations de la fonction publique ont représenté 53% du total des dépenses du 1^{er} semestre 2021, en baisse de -1% en glissement annuel.

Au 1^{er} semestre 2021, par secteur, la défense, la santé et l'éducation ont été les trois premiers postes de dépenses avec respectivement 25 Mds USD (en légère baisse de 2%), 24,5 Mds USD (en forte hausse de +20%) et 24,3 Mds USD (-5%, sous l'effet du maintien de l'enseignement à distance), représentant au total 60% du total des dépenses budgétaires. Les dépenses de sécurité et de l'administration régionale ont atteint 12,2 Mds USD, soit 10% des dépenses, en baisse de 9%. Les dépenses d'infrastructures et de transport (6 Mds USD) ont représenté 5% des dépenses, en baisse de 19%.

Les dépenses d'investissement, en baisse de 36%, sont passées de 15 Mds USD à 10 Mds USD. La baisse des dépenses d'investissement avait été annoncée dès le mois mai 2020 par le ministre des Finances dans le cadre des mesures de rigueur budgétaire. Il convient cependant de la relativiser, dans la mesure où un transfert important de ressources est réalisé au bénéfice du fonds souverain *Public Investment Fund* (PIF) et du *National Development Fund* pour le financement de projets d'infrastructures. Par ailleurs, de nombreux projets sont mis en œuvre sous forme de partenariats public-privé, en particulier dans les secteurs de l'eau et de l'électricité, ce qui réduit le rôle de l'État dans le financement de ces secteurs.

3. Le déficit est très inférieur à celui prévu au budget 2021

Le déficit budgétaire du 2^{er} trimestre 2021 s'est élevé à 1,2 Md USD, soit un déficit semestriel de 3,2 Mds USD contre 29 Mds USD à la même période en 2020. En cumulé au 1^{er} semestre 2021, le déficit a atteint 3 Mds USD contre 38 Mds USD sur la même période en 2020. Le déficit prévu au budget 2021 est de 38 Mds USD.

Le déficit du 1^{er} semestre a été « sur »-financé par les émissions obligataires qui ont atteint un total de 14 Mds USD, dont 7,3 Mds USD émis sur les marchés internationaux et le solde sur le marché local (programme d'émissions islamiques, sukuk). Ces excès de liquidité seront affectés au financement du déficit du 2nd semestre. Aussi, il ne devrait pas y avoir de nouvelles émissions sur les marchés internationaux en 2021.

Commentaires

Les très bons résultats de l'exécution budgétaire du 1^{er} semestre 2021 devraient se confirmer sur la seconde moitié de l'année, compte tenu de la stabilisation relative des cours du pétrole à un niveau élevé (variations des cours du baril entre 70 et 75 USD depuis juin) et du dynamisme de l'activité du secteur privé. Aussi, le déficit attendu pour les 12 mois de 2021 sera très inférieur à la prévision initiale.

On constate cependant que, malgré l'engagement du ministère des Finances, d'initier une trajectoire de réductions des dépenses, celles-ci sont restées quasi-stables (-1%) sur les six premiers mois de l'année. La forte baisse des dépenses d'investissement a été compensée par l'augmentation des dépenses de santé, poste prioritaire, illustrant l'ampleur des mesures mises en œuvre pour lutter contre la pandémie.

La diversification des recettes, liée en quasi-totalité à la hausse de la TVA décidée en juillet 2020, est une caractéristique majeure de l'exécution budgétaire du 1^{er} semestre. La forte baisse de la part des revenus pétroliers dans le total des recettes, de 69% à 55% entre 2020 et 2021, illustre la moindre dépendance du budget saoudien aux revenus issus de l'activité pétrolière.

Laurent ESTRADE